

Une gauche atteinte de « folie prométhéenne »

Lors de la naissance de l'écologie politique, au siècle dernier, des militants affirmaient que le combat antiproductiviste se heurtait à la fois à la droite et à la gauche, dont les modèles de société « sont fondés sur le même postulat du développement ininterrompu des forces productives¹ ». Désormais, la plupart des écolos électoraux se sont fondus dans le parti unique de gauche, dont le programme défend... le développement ininterrompu des forces productives : relance de l'économie, conquête spatiale, numérisation intégrale, expansion vers « les frontières de l'humanité »... Qu'un Cédric Villani, chantre de l'intelligence artificielle, soit passé de Macron à Mélenchon est à ce titre révélateur : il ne faut pas trop compter sur les insoumis-communistes-socialistes-verts pour remettre en cause l'essor industriel. Nicolas Bonanni, auteur du livre *Que défaire ? Pour retrouver des perspectives révolutionnaires* (Le Monde à l'envers, 2022), nous désillusionne sur le camp du Progrès, soumis « à la technologie et à la quête de puissance ».

La Décroissance : Jean-Luc Mélenchon a réussi à rassembler derrière lui de nombreux écolos. Même des lecteurs nous ont dit le soutenir. Comment expliquez-vous la séduction qu'il exerce ? Son programme n'est-il pas pourtant très opposé à la décroissance ?

Nicolas Bonanni : Pour qui se reconnaît dans les idéaux d'égalité ou de coopération, la période actuelle a de quoi paraître extrêmement déprimante ! Nous vivons dans un système matériel fondé sur l'exploitation et la dépossession, pendant que les élections nous offrent le spectacle d'un champ politique dominé par les partisans du chacun pour soi (Macron) et les partisans du chacun chez soi (Le Pen/Zemmour). On peut légitimement avoir envie de créer une brèche pour échapper à ce jeu de dupes. En ce sens, je comprends tout à fait les électeurs qui se tournent vers Mélenchon, les Insoumis ayant mis au cœur de leur programme la solidarité. Mais de quelle solidarité s'agit-il ? Selon moi, ce n'est pas la même solidarité que celle promue par les objecteurs de croissance. C'est une solidarité à grande échelle, gérée par des macro-systèmes, une solidarité impersonnelle calquée sur le modèle de l'État, une solidarité faite de *dispositifs* ; alors que la solidarité dont je me réclame pour ma part ne peut se réduire à une hausse des minimas sociaux, une meilleure régulation du marché du travail ou une planification de l'économie, car c'est avant tout la recreation et l'invention de *liens* d'entraide. De fait, la « solidarité » très particulière de la gauche étatiste et productiviste impose la mise en place, le maintien et le développement de grands ensembles humains régulés scientifiquement... peu compatibles avec une société écologiste.

En outre, comme votre journal le relève régulièrement, le programme de Mélenchon n'est pas avare de propositions relevant d'une « folie prométhéenne » : conquête de l'espace, terraformation de Mars, colonisation des océans, « mort de la mort », j'en passe. Sous les slogans disruptifs d'« éco-socialisme » et de « planification écologique », on trouve en fait un programme de gauche keynésienne technophile qui vise à réguler les inégalités du capitalisme en planifiant et en accélérant la course à la croissance (verte, bien sûr).

Certes, nous avons atteint un tel degré d'inégalités et d'égoïsme que tout ce qui se présente comme un rempart à la loi du plus fort doit être examiné. Mais cette stratégie-là est un pari pour le moins audacieux à l'ère de la crise environnementale car, même planifiée par l'État, une croissance de 2 % par an n'est tout simplement plus possible. On ne peut pas doubler le PIB tous les 35 ans ! C'est pourtant là-dessus que s'appuie intrinsèquement la solidarité promue par les Insoumis.

La gauche majoritaire reste imprégnée par la fascination qu'exerçait sur les marxistes le développement des forces productives. Pourquoi, historiquement, cette gauche n'a-t-elle en rien contredit la volonté de puissance, de progrès, d'efficacité que porte le capitalisme, elle qui prétendait pouvoir le « dépasser » en parachevant la civilisation industrielle ?

Au XIX^e siècle, certains courants socialistes ont constitué l'une des matrices des préoccupations écologistes. Le capitalisme et l'industrie étaient dénoncés dans un même mouvement, et de

1 Textes d'orientation des Verts lors de leur création en 1984.

nombreux révolutionnaires portaient l'idée – et la pratique ! – de rompre radicalement avec la société de masse. « Faire la révolution » ne signifiait alors pas faire triompher le Travail sur le Capital, mais *sortir du rapport social capitaliste*, c'est-à-dire abolir aussi bien la bourgeoisie que le prolétariat (l'un ne pouvant exister sans l'autre), casser matériellement ce qui nous constitue en tant que producteurs/consommateurs pour inventer d'autres manières d'être au monde.

Au cours du XX^e siècle, les prétentions scientifiques du marxisme et son emprise sur le mouvement révolutionnaire ont réduit le socialisme à une idéologie d'accompagnement des infrastructures technico-économiques, qu'il s'agirait simplement de « libérer » de leur chrysalide capitaliste. Le socialisme a institué en Totem le développement technologique, l'organisation scientifique du travail, l'accroissement des usines, des machines, des robots, des ordinateurs, de la puissance de calcul. Il n'est question que d'une chose : socialiser la production. Exit les questions du pouvoir des experts et des technocrates, les effets de la société de masse, la perte d'autonomie, l'épuisement des ressources. Si bien que socialisme et capitalisme semblent parfois deux frères siamois ennemis, partageant un même corps mais deux têtes.

Malgré de nombreuses dissidences, cette représentation du socialisme comme réalisation du capitalisme, comme planification, comme rationalisation d'un système irrationnel est encore vivace. Je cite dans le livre quelques exemples d'articles ou d'ouvrages contemporains communiant dans cette vision progressiste simpliste qui assimile progrès social et progrès technologique, et où l'on nous fait miroiter ici « un communisme entièrement automatisé » ou « la téléportation », là « la fin du travail », quand ce n'est pas, comme je l'ai indiqué pour Mélenchon, le fait de « vaincre la mort ». C'est derrière cet imaginaire que se range mollement la nouvelle alliance de gauche de la NUPES.

Contre la course à la croissance, vous revendiquez la nécessité d'être « conservateurs au sens authentique », dans la lignée de Günther Anders. N'est-ce pas une hérésie totale pour le camp des progressistes, de gauche jusqu'aux néolibéraux ? Par quoi passe ce « conservatisme » : une autolimitation, une réduction des forces productives, une remise en cause de la technique, de la course à la puissance, de l'abondance de marchandises ?

Quelles techniques faudrait-il poursuivre ou cesser, limiter ou encourager, renforcer ou modifier ? Bonne question, mais ce serait à la société dans son ensemble d'en décider ! Mon avis personnel sur le sujet n'a en définitive aucune portée. Car ce n'est pas une question privée, individuelle : elle n'a de sens que si elle est socialement posée, de façon réellement démocratique. Hélas, dans notre société cette discussion sur les choix techniques ne peut avoir lieu nulle part : chacun est envoyé à son comportement de consommateur.

En économie, Margaret Thatcher avait proclamé qu'il n'y a « pas d'alternative » au libéralisme – un jugement idéologique, destiné à paralyser les opposants à sa politique. De la même façon, notre époque baigne dans la croyance qu'« on n'arrête pas le progrès », autrement dit que les innovations techniques sont indiscutables. On n'y peut rien, c'est comme ça, il n'y a qu'à subir. Évidemment, c'est faux : ce sont les êtres humains qui font leur propre histoire, et non une force transcendante venue du fond des âges. Si le progrès (technique) semble inarrêtable, c'est que ces décisions sont aux mains d'une élite, pendant que le peuple et les contestataires communient dans un déterminisme technique paralysant.

Pour que la société puisse se poser les questions que vous évoquez, le préalable est donc de faire un travail politique et culturel de remise en cause de ce précepte. Oui, on peut arrêter le progrès, c'est nous qui choisissons. Car ce n'est que si nous prenons collectivement conscience – et que nous imposons à nos dirigeants – de reprendre les rênes de notre avenir technique que nous pourrions décider éventuellement (et je pense pour ma part que c'est nécessaire) de nous auto-limiter, de nous livrer à un travail d'inventaire entre les techniques que nous voudrions ou non conserver et développer.

Quant au « conservatisme », il ne s'agit pas selon moi d'une question morale (exalter les vertus supposées des modes de vie précédents) mais tout simplement de nous mettre en position de combat pour préserver la possibilité pour les êtres humains de mener tous une vie digne et libre sur une

planète que le capitalisme sollicite pour l'instant bien au-delà de ses capacités. S'il nous faut conserver lacs, rivières, montagnes, forêts et prairies, il nous faut aussi conserver des savoir-faire artisanaux permettant une indépendance vis-à-vis de l'industrie. C'est à partir de cette base que nous pourrions inventer d'autres manières de vivre et établir des relations socialistes, égalitaires, libertaires. Sans cette base, rien n'est possible.

Une transformation de société aussi profonde que celle que revendiquent les courants de la décroissance et de la critique anti-industrielle ne viendra pas par les urnes...

À l'ère de la mondialisation, des systèmes de production automatisés, des grandes entreprises et de l'administration de nos vies, à l'ère de la société de masse, il me semble improductif de tenter de gagner le pouvoir d'État pour s'opposer au capital. Les expériences historiques nous montrent que cette stratégie (qu'elle passe par les urnes ou les fusils) ne fonctionne plus, si tant est qu'elle ait jamais fonctionné. Je suis abasourdi que tant de militants croient encore à la possibilité d'établir une société souhaitable par la voie électorale, alors qu'il est clair que celle-ci ne peut servir, au mieux, qu'à résister à la casse des acquis sociaux de 1945. Ce n'est pas rien, je ne méprise pas du tout ces résistances au néolibéralisme, mais il ne faut pas confondre résistances et perspectives !

En miroir de cette stratégie électorale, il y a la voie de l'engagement existentiel, comme les portraits de simplicité volontaire que vous présentez chaque mois. Ce sont des choix de vie radicaux parfois inspirants, mais la transformation sociale est plus qu'une somme de choix individuels. Une accumulation de déserteurs ne suffit pas à provoquer un changement social.

Pour sortir de cette opposition, il est nécessaire de chercher à articuler éthique et stratégie, individuel et collectif. Il faut donc définir autrement la politique, la sortir de l'espace étatique, du monde de la délégation. C'est ce travail théorique fondamental que font l'anarchisme et le féminisme, deux courants qui se refusent à séparer objectifs et moyens employés, et donc très inspirants. Cette redéfinition de la politique est aussi en travail dans nombre de luttes contemporaines extrêmement dynamiques (des ZAD aux ingénieurs déserteurs, du syndicalisme révolutionnaire aux squats politiques, des pratiques de confrontation dans les manifestations aux reprises collectives de terres agricoles). Par rapport à un bulletin NUPES, cela me semble des actions bien plus en prise avec notre époque, plus efficaces et plus enthousiasmantes !

L'enjeu est selon moi de réussir à tenir ensemble les nécessaires résistances aux réformes néolibérales visant à faire basculer le partage de la richesse au profit des actionnaires, et des perspectives de ruptures avec l'infrastructure et l'imaginaire capitalistes (invention d'autres formes de richesses, de formes de vies, création d'autres liens au monde, d'institutions sociales non étatiques, etc). Seule cette alliance entre actions défensives et offensives nous permettra de trouver de la force pour nous opposer de façon conséquente au prochain quinquennat d'Emmanuel Macron... et, qui sait, pour faire bifurquer l'Histoire.

Entretien publié dans La Décroissance n°191, été 2022.